

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LDC/M/37

2 août 2004

(04-3293)

Sous-Comité des pays les moins avancés
Trente-septième session

NOTE SUR LA RÉUNION DU 7 JUIN 2004

Président: M. l'Ambassadeur Ian de Jong (Pays-Bas)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	1
B. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OMC EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS.....	1
i) <i>Accession des PMA</i>	1
ii) <i>Accès aux marchés pour les PMA</i>	4
iii) <i>Assistance technique liée au commerce en faveur des PMA</i>	7
C. AUTRES QUESTIONS	12

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Le Président a officiellement souhaité la bienvenue au Népal en tant que Membre à part entière de l'OMC. Il a formulé l'espoir que le Sous-Comité accueillerait dans un avenir proche d'autres PMA en qualité de Membres.

2. Le Sous-Comité a adopté l'ordre du jour proposé figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/2311.

B. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OMC EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

3. Le Président a dit qu'il se proposait de faire fond sur les travaux antérieurs et de concentrer l'attention sur trois éléments importants du Programme de travail, à savoir: l'accession des PMA; l'accès aux marchés pour les PMA et les initiatives en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce en faveur des PMA.

i) *Accession des PMA*

4. Le Président a dit que, conformément à la Déclaration ministérielle de Doha, au Programme de travail en faveur des pays les moins avancés et aux Lignes directrices relatives à l'accession des PMA adoptées ultérieurement, l'accession des PMA était demeurée une priorité pour les Membres. À sa trente-sixième session, le Sous-Comité avait demandé au Secrétariat d'élaborer une note sur "l'assistance technique en faveur des PMA accédants". Le Président a invité le Secrétariat à présenter le document en question.

5. Le représentant du Secrétariat a rappelé que huit PMA avaient entamé leur processus d'accession, à savoir: le Bhoutan, le Cap-Vert, l'Éthiopie, la République démocratique populaire lao, le Samoa, le Soudan, le Vanuatu et le Yémen. Ces pays se trouvaient confrontés à la tâche difficile de mettre en place la structure juridique et les moyens nécessaires pour appliquer les textes de l'OMC. De ce fait, l'assistance technique revêtait une importance critique. La note du Secrétariat

(WT/COMTD/LDC/W/32) donnait un bref aperçu du type d'assistance technique requis pour aider les PMA dans leur processus d'accession. Elle comprenait aussi un résumé non exhaustif des types d'assistance technique offerts par le Secrétariat, les Membres de l'OMC et d'autres organisations internationales. La section consacrée à l'assistance offerte par le Secrétariat faisait apparaître une croissance marquée du nombre d'activités d'assistance technique en faveur des PMA accédants depuis le lancement du Programme de Doha pour le développement. Cette augmentation faisait suite au paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha, lequel donnait pour instruction au Secrétariat de traduire dans les plans annuels d'assistance technique la priorité accordée à l'accession des PMA. La note reconnaissait aussi que l'OMC ne pouvait, à elle seule, répondre à tous les défis auxquels se heurtaient les PMA accédants. Elle mentionnait à cet égard le Cadre intégré et la nécessité pour l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) d'un PMA accédant de comporter un important volet relatif à l'accession qui inclurait une évaluation détaillée des besoins institutionnels et législatifs liés au processus d'accession. En dehors du Cadre intégré, un certain nombre d'organisations fournissaient individuellement une assistance technique aux PMA accédants. Les renseignements figurant dans le chapitre sur l'assistance technique par pays n'étaient pas exhaustifs; ils étaient tirés essentiellement de la base de données OMC/OCDE.

6. La représentante du Canada a accueilli avec intérêt la note du Secrétariat. Celle-ci était utile et montrait qu'il y avait davantage de cohérence et de coordination entre les organisations internationales. La maîtrise des activités par les pays concernés et une coordination efficace entre leurs différents Ministères ainsi qu'entre gouvernements et secteur privé et entre gouvernements bénéficiaires et organisations donatrices étaient importantes.

7. Le représentant du Népal a remercié le Président de ses souhaits de bienvenue en tant que nouveau Membre à l'égard de son pays. Sa délégation était consciente du fait que les PMA étaient les membres les plus faibles de la communauté mondiale. Ils se caractérisaient par une infrastructure médiocre et un faible niveau de développement économique et n'avaient pas pu bénéficier pleinement des avantages de la mondialisation. La marginalisation croissante des PMA dans le cadre de la mondialisation était une préoccupation majeure pour tous. Il était urgent de les aider à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. Le Sous-Comité pouvait contribuer à leur assurer des conditions égales dans le commerce international en facilitant leur accession à l'OMC, en augmentant les possibilités d'accès aux marchés pour leurs produits et en satisfaisant leurs besoins en matière de renforcement de leurs capacités sur le plan de l'offre. Concernant l'accession, l'intervenant a estimé que la note du Secrétariat faisait ressortir le besoin et l'importance croissants de l'assistance technique en faveur des PMA et résumait la situation des pays accédants. Le Népal, pays d'accession récente, partageait l'avis que le processus d'accession des PMA devait être simplifié et allégé et se faire à moindres frais. La délégation népalaise relevait avec satisfaction que la note mentionnait qu'un certain nombre de pays devaient achever leur processus d'accession vers la fin de l'année. Il fallait espérer que les lignes directrices adoptées par le Conseil général seraient pleinement appliquées pour accélérer le processus d'accession. Il fallait dans la période suivant l'accession de pays comme le Népal et le Cambodge une assistance technique accrue et mieux orientée afin de leur permettre de tenir les engagements pris au moment de l'accession. En tant que PMA d'accession récente, le Népal comptait sur une assistance substantielle des pays Membres et des organisations internationales afin de remplir dûment ses engagements et de disposer d'une capacité durable pour faire face aux incidences futures des engagements pris. L'accès aux marchés était aussi un domaine dans lequel les PMA avaient besoin d'assistance. La délégation népalaise savait gré à l'Australie et au Canada de leurs initiatives récentes qui accordaient aux produits des PMA l'accès en franchise de droits et sans contingent. Pour garantir durabilité et prévisibilité, elle continuait à compter que les pays Membres prendraient des arrangements contraignants assurant l'accès en franchise de droits et sans contingent pour tous les produits des PMA. Cela établirait une base solide pour leurs exportations. Aucun pays ne pouvait survivre et prospérer sans se constituer de manière durable une capacité sur le plan de l'offre. La délégation népalaise remerciait le Secrétariat de l'analyse détaillée contenue dans sa note intitulée "Assistance visant à traiter les contraintes du côté de l'offre", qui examinait un certain

nombre de questions connexes. Il était important de traiter les contraintes du côté de l'offre pour permettre aux PMA de tirer profit des initiatives prises en matière d'accès aux marchés. L'élimination des obstacles dans ce domaine constituait la clé d'une intégration véritable des PMA dans l'économie mondiale. La question des contraintes sur le plan de l'offre devait être traitée dans un cadre global et méritait l'attention soutenue de la communauté internationale. Il était urgent que celle-ci, par des activités de mobilisation et par la cohérence, génère une augmentation des ressources qui permette de mettre en œuvre des programmes dans ce domaine. L'OMC, en tant que l'une des principales organisations s'occupant de l'ensemble des questions liées au commerce, pouvait et devait jouer un rôle important pour ce qui était d'aider les PMA à développer leurs capacités sur le plan de l'offre. L'intervenant a remercié le Secrétariat de l'OMC de l'assistance technique reçue par son pays, laquelle avait consisté essentiellement en séminaires pour la formation de fonctionnaires. Sur le plan bilatéral, les demandes d'assistance technique spécifique faites de manière répétée par le Népal dans des domaines tels que les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce et l'évaluation en douane n'avaient encore donné aucun résultat. S'agissant du Cadre intégré, le Népal avait achevé son EDIC en 2003 et était en train de mettre en œuvre des projets dans le cadre du Guichet II. Il lui serait difficile de tenir tous ses engagements sans une assistance technique substantielle. Celle qu'il avait reçue jusque-là s'était généralement limitée à des activités de formation et des services de consultation. Le Népal avait besoin d'assistance technique portant sur les services de soutien liés au commerce et demandait aux Membres et aux organisations internationales de prendre en compte ses difficultés dans le contexte des engagements pris lors de son accession.

8. Le représentant de Djibouti a souhaité la bienvenue au Népal en tant que Membre à part entière de l'OMC. Il a souligné l'importance de la coordination dans la fourniture d'assistance technique aux PMA accédants et estimé que l'OMC ne pouvait, à elle seule, répondre à tous les défis auxquels devaient faire face les PMA. Il encourageait le Secrétariat à coordonner ses activités avec celles des autres organisations participant au Cadre intégré, comme la CNUCED, pour faciliter l'accession des PMA.

9. Le représentant des Communautés européennes s'est félicité de la présence du Népal en qualité de Membre à part entière. La note du Secrétariat était utile et sa délégation partageait en grande partie l'analyse et les idées qui y étaient présentées. Elle partageait notamment l'avis que les gouvernements des pays accédants étaient responsables au premier chef de la formulation de leurs priorités et de leurs besoins en ce qui concernait l'assistance technique qu'ils demandaient à la communauté internationale et à l'OMC. Le Cadre intégré était un vecteur possible du processus d'accession par l'intégration du commerce dans les stratégies de développement national. Il avait beaucoup contribué au processus d'accession du Cambodge et du Népal. Les deux pays pouvaient servir d'études de cas informelles pour les pays qui se trouvaient encore en plein processus d'accession. Comme le Secrétariat l'avait indiqué, la liste d'activités d'assistance technique contenue dans la note n'était pas exhaustive, car elle était fondée sur la base de données, laquelle n'était pas toujours à jour. Un certain nombre d'activités mentionnées étaient liées aux Communautés européennes ou à certains de leurs États membres. Un certain nombre d'activités récentes ne figuraient pas encore dans la base de données, mais la note du Secrétariat n'avait pas besoin d'en fournir toute la liste.

10. Le représentant du Bénin a félicité la délégation du Népal de son accession et remercié le Secrétariat de l'OMC et les partenaires bilatéraux et multilatéraux d'aider les PMA dans leurs efforts en vue de mieux participer au commerce mondial. L'assistance technique fournie aux PMA accédants était importante pour la compréhension des règles et principes de l'OMC. L'intervenant a encouragé le Secrétariat et les partenaires bilatéraux et multilatéraux à continuer d'aider les PMA et en particulier ceux qui n'avaient pas de représentation à Genève. Il a souligné l'importance qu'il y avait à évaluer les progrès réalisés dans chaque pays accédant et à identifier les lacunes éventuelles.

11. La représentante des États-Unis a souhaité la bienvenue au Népal en tant que Membre à part entière. La note du Secrétariat donnait un aperçu des activités d'assistance technique en faveur des PMA accédants et il serait sans doute utile de la mettre régulièrement à jour. Comme les Communautés européennes, elle estimait nécessaire de tirer les leçons des expériences du Cambodge et du Népal. Les États-Unis avaient sensiblement augmenté leur aide aux PMA accédants et établi un projet d'assistance orienté sur l'accession à l'OMC. Le Cap-Vert avait été le premier pays à en bénéficier, un conseiller résident ayant été nommé pour collaborer avec le gouvernement en février 2003. Au cours des deux dernières années, près de 1 million de dollars avait ainsi été consacré sous forme d'assistance technique à des activités liées à son accession, ce qui lui avait permis de se préparer et de participer à son processus d'accession. Les États-Unis fournissaient également un soutien à d'autres PMA, tels que le Yémen et l'Éthiopie. L'United States Agency for International Development (USAID) avait participé en avril 2004 à une évaluation concernant le renforcement des capacités qu'avait effectuée une équipe de la Banque mondiale et était en train de programmer des activités spécifiques de renforcement des capacités liées au commerce en consultation avec le gouvernement éthiopien. S'agissant des besoins d'assistance des PMA après leur accession, la délégation des États-Unis était résolue à collaborer avec le Népal et d'autres PMA Membres. L'intervenante a demandé au représentant du Népal de préciser ce qu'il entendait par "services de soutien liés au commerce".

12. Le représentant du Secrétariat a dit que le Cadre intégré couvrait la question de la coordination de l'assistance technique et a indiqué que quatre PMA en cours d'accession en bénéficiaient, à savoir l'Éthiopie, la République démocratique populaire lao, le Soudan et le Yémen. Les EDIC concernant ces pays comportaient des chapitres sur le processus d'accession. Le Cadre intégré était le principal outil pour répondre aux besoins d'assistance technique des PMA, y compris ceux qui étaient en cours d'accession. L'intervenant a demandé au représentant des Communautés européennes d'inclure dans la base de données OMC/OCDE leurs récentes activités liées à l'accession.

13. Le représentant de Djibouti a dit que le Cadre intégré était l'un des instruments permettant d'aider les PMA à s'intégrer dans le système commercial international et qu'il fallait harmoniser et coordonner les activités des six organisations participantes, dont les domaines de compétence étaient différents. Il a indiqué qu'une réunion sur la coordination dans le contexte du Cadre intégré avait été tenue à Djibouti.

14. Le Président a dit que le maintien d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités ciblés était important pour aider les PMA dans leur processus d'accession. Il fallait continuer de veiller à ce que toute l'assistance technique soit bien coordonnée entre les gouvernements accédants, les pays Membres et les autres organisations. L'assistance technique en faveur des PMA accédants continuerait à être discutée lors des futures réunions du Sous-Comité.

15. Le Président a proposé que le Sous-Comité prenne note du document du Secrétariat (WT/COMTD/LDC/W/32) et des déclarations qui avaient été faites.

16. Il en a été ainsi convenu.

ii) *Accès aux marchés pour les PMA*

17. Le Président a dit que plusieurs Membres avaient, de leur propre chef, accordé aux PMA un accès préférentiel à leur marché. Certains Membres avaient par ailleurs notifié des mesures nouvelles ou des modifications concernant l'accès aux marchés pour les PMA. Cela allait dans le sens du paragraphe 42 de la Déclaration de Doha, aux termes duquel les Ministres s'étaient engagés en faveur de l'objectif d'un "accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent" pour les PMA et étaient convenus "d'envisager les mesures additionnelles qui permettent d'apporter des améliorations progressives à l'accès aux marchés pour les PMA". À sa trente-sixième session, le Sous-Comité avait

débatu de la notification présentée par l'Australie sous couvert du document WT/COMTD/N/18 et certains Membres avaient soulevé des questions. Il avait proposé à cette réunion que la représentante de l'Australie y réponde par écrit ou à des réunions ultérieures du Sous-Comité.

18. La représentante de l'Australie a dit qu'elle avait eu l'intention de distribuer le document contenant les réponses aux questions posées par les représentants du Bangladesh, du Népal et de la Suisse, mais l'avait reçu tardivement. Elle en avait donné un exemplaire aux délégations de ces trois pays ainsi qu'au Secrétariat et ferait parvenir la version électronique du document à ce dernier pour distribution à tous les membres du Sous-Comité.

19. Le Président a rappelé que la notification du Canada contenue dans le document WT/COMTD/N/15 avait été débattue lors de réunions antérieures du Sous-Comité. Le Canada avait notifié au Comité du commerce et du développement certaines modifications de sa notification, lesquelles figuraient dans le document WT/COMTD/N/15/Add.2.

20. La représentante du Canada a dit que la modification comportait deux volets, l'un concernant la prorogation du tarif préférentiel général (TPG) et du tarif des pays les moins développés (TPMD) et l'autre les changements apportés à la liste des pays bénéficiaires du TPG et du TPMD. Le Canada avait prorogé de dix ans, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 2014, le TPG et le TPMD. S'agissant des changements apportés à la liste des bénéficiaires, le Sénégal avait été désigné pays bénéficiaire du TPMD avec effet au 30 mai 2002 et la Mongolie avait été désignée pays bénéficiaire du TPG avec effet au 24 juillet 2003. Le Canada avait retiré du bénéfice du TPG les dix pays qui avaient adhéré à l'Union européenne.

21. Le représentant de la Suisse a indiqué que quelques modifications avaient récemment été apportées au Système généralisé de préférences (SGP) de son pays en faveur des PMA. Sa délégation notifierait aux Membres les modifications apportées à la notification contenue dans le document WT/COMTD/N/7/Add.1.

22. Le Président a proposé que le Sous-Comité prenne note des notifications de l'Australie et du Canada ainsi que des déclarations. Il a également proposé que le compte rendu des discussions sur les notifications en matière d'accès aux marchés soit transmis au CCD en guise de rapport du Sous-Comité.

23. Il en a été ainsi convenu.

24. Le Président a rappelé que dans le cadre du Programme de travail en faveur des PMA, le Sous-Comité devait revoir annuellement les améliorations apportées par les Membres à l'accès aux marchés pour les PMA, y compris l'identification des obstacles à l'accès aux marchés qui avaient été signalés et les produits présentant de l'intérêt pour les PMA. Ces revues annuelles étaient fondées sur des études factuelles du Secrétariat; l'étude suivante sur l'accès aux marchés serait examinée par le Sous-Comité à sa trente-huitième session. Le Président invitait le Secrétariat à en présenter les grandes lignes.

25. Le représentant du Secrétariat a indiqué qu'il présentait aux Membres l'étude à venir sur l'accès aux marchés essentiellement pour leur demander des données. Les études précédentes figuraient dans les documents WT/COMTD/LDC/W/28 et WT/COMTD/LDC/W/31. L'étude suivante suivrait le même plan, la première partie portant sur les résultats à l'exportation des PMA, y compris les types de produits qu'ils exportaient. L'étude porterait également sur l'utilisation des préférences et le Secrétariat demanderait aux Membres de lui fournir certaines données: en premier lieu des données sur les préférences tarifaires et surtout les dernières améliorations en matière d'accès aux marchés; en deuxième lieu des données sur les différences entre les dernières informations tarifaires figurant dans la BDI et les améliorations récentes de l'accès aux marchés. L'intervenant a

demandé aux Membres de fournir ces renseignements directement au Secrétariat; il a également demandé aux pays en développement qui accordaient un accès préférentiel aux PMA au titre de la dérogation de 1998 de fournir des données mises à jour. En troisième lieu, il demandait que soient fournies les informations douanières que certains pays accordant des préférences avaient rendues publiques. Le Secrétariat se réunirait avec le Groupe des PMA pour obtenir également leurs données sur l'accès aux marchés.

26. Le représentant de la Zambie a dit que sa délégation avait trouvé utile la dernière étude sur l'accès aux marchés. Il fallait formuler des recommandations sur la manière d'utiliser efficacement les préférences et non pas simplement identifier les problèmes. Pour que les PMA bénéficient des préférences, il était important de consolider l'accès aux marchés, d'assouplir les règles d'origine et d'aborder la question des mesures sanitaires et phytosanitaires.

27. Le représentant du Népal a dit que sa délégation se félicitait du fait que la représentante des États-Unis avait indiqué la détermination de sa délégation de collaborer avec le Népal dans le processus postérieur à son accession. Son pays avait besoin d'assistance dans les domaines des mesures sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce.

28. Le représentant de Djibouti a demandé si le Secrétariat pouvait faire une évaluation des obstacles techniques affectant les exportations de produits originaires des PMA.

29. La représentante du Canada a dit, en réponse à l'intervention du représentant de la Zambie, qu'il n'appartenait pas au Secrétariat de spéculer et de formuler des hypothèses. Les renseignements réunis par le Secrétariat pouvaient servir de base de discussion entre les Membres sur les questions du type de celles qu'avait soulevées ce représentant.

30. Le représentant du Secrétariat a dit que les trois questions soulevées par la Zambie, à savoir la consolidation de l'accès aux marchés, l'assouplissement des règles d'origine et le traitement des mesures sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce, étaient importantes et avaient été mentionnées dans les études antérieures sur l'accès aux marchés. Elles étaient importantes pour déterminer la situation d'ensemble en matière d'accès aux marchés. Avant même de les considérer, il fallait examiner l'utilisation effective des préférences. L'étude avait pour objet de fournir, pour en débattre, des renseignements sur l'étendue de cette utilisation. Certaines données nouvelles concernant quelques grands marchés pouvaient être consultées en ligne et fournir une meilleure idée de la question. L'aptitude des PMA à profiter des taux préférentiels différait d'un pays à l'autre. L'objectif de l'étude était de fournir les données et non de spéculer sur les raisons des différences. Le mandat du Secrétariat était de fournir une étude factuelle.

31. La représentante des États-Unis a demandé si le Secrétariat pouvait examiner si les pays accordant des préférences exigeaient des PMA qu'ils demandent l'accès en franchise de droits. Le programme SGP des États-Unis exigeait que les pays fassent connaître leurs besoins d'une manière particulière.

32. Le représentant de Djibouti s'est enquis auprès du Secrétariat de la nature des obstacles auxquels se heurtaient les PMA pour exporter leurs produits.

33. Le représentant du Secrétariat a dit que l'étude avait pour objectif d'identifier les obstacles à l'accès aux marchés et visait à identifier les contraintes et les questions telles que celles mentionnées par les représentants de la Zambie et des États-Unis.

iii) *Assistance technique liée au commerce en faveur des PMA*

34. Le Président a rappelé qu'à sa trente-sixième session le Sous-Comité avait demandé au Secrétariat d'élaborer une note sur l'assistance visant à traiter les contraintes du côté de l'offre. Cette note, distribuée sous la cote WT/COMTD/LDC/W/33, décrivait certaines des caractéristiques des contraintes des PMA sur le plan de l'offre et fournissait une analyse factuelle de la manière dont l'OMC collaborait avec d'autres institutions pour les lever.

35. Le représentant du Secrétariat a dit que dans leur participation au commerce international les PMA se heurtaient à un certain nombre de contraintes. La question des contraintes sur le plan de l'offre n'était pas nouvelle pour le Comité et avait déjà été soulevée à l'occasion de discussions antérieures. C'était la première fois que le Sous-Comité la considérait en tant que point distinct. Il n'existait pas de définition convenue de ce qui constituait des contraintes sur le plan de l'offre ou des obstacles affectant la capacité de produire et de commercer de manière compétitive. Il était difficile de généraliser en discutant de ces contraintes, car chaque PMA était confronté à une situation différente. La plupart des besoins des PMA sur le plan de l'offre sortaient du domaine de compétence de l'OMC. Cependant, celle-ci offrait une assistance technique qui se concentrait généralement sur des questions propres à certains accords. Elle s'était également efforcée de répondre aux défis auxquels se heurtaient les PMA sur le plan de l'offre par un certain nombre d'accords de coopération avec d'autres institutions possédant les compétences techniques et les ressources financières nécessaires. La note énumérait plusieurs arrangements susceptibles de couvrir les préoccupations des PMA sur le plan de l'offre, notamment le mandat relatif à la cohérence, le Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP) et le Cadre intégré. De l'avis du Secrétariat, la coordination et la coopération avec d'autres organisations régionales et multilatérales, ainsi qu'avec les donateurs bilatéraux, revêtaient une importance cruciale pour aider les PMA à relever les défis qui se posaient sur le plan de l'offre. La note consacrait une place importante au Cadre intégré. Comme beaucoup l'avaient dit de manière répétée, y compris les Ministres du commerce des PMA réunis à Dakar (Sénégal), le Cadre intégré offrait la possibilité d'accroître les capacités des PMA sur le plan de l'offre. Il offrait un instrument, l'EDIC, pour identifier les contraintes des PMA à cet égard. Du fait de ses liens avec les plans nationaux de développement et les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), le Cadre intégré offrait également la possibilité de s'attaquer à ces contraintes avec différents services gouvernementaux et les partenaires de développement.

36. Le représentant de la Zambie a dit que, conformément au mandat donné au Secrétariat de l'OMC, la note était factuelle, étoffée et approfondie et traduisait l'importance qu'il y avait à traiter des contraintes sur le plan de l'offre pour intégrer les PMA dans le système commercial multilatéral. L'OMC avait un rôle limité à jouer, mais elle pouvait fournir une assistance essentiellement par le biais d'une coopération avec des organisations qui avaient le mandat et la capacité de traiter ces contraintes. Celles-ci représentaient une question de développement importante qu'il fallait maintenir à l'ordre du jour de la session suivante du Sous-Comité. Le traitement des contraintes sur le plan de l'offre était lié aux possibilités d'accès aux marchés couvertes dans le Programme de Doha pour le développement. Comme la plupart des PMA ne disposaient pas, sur le plan de l'offre, de la capacité de profiter de ces possibilités, il était important de faire la distinction entre le mandat de l'OMC et ses limitations en ce qui concernait les questions se posant dans ce domaine. L'OMC pouvait s'occuper de questions telles que le renforcement des capacités pour l'élaboration et l'application de règles et les moyens de les faire respecter ainsi que l'ouverture de marchés. Les autres contraintes sur le plan de l'offre (formulation de stratégies, développement de produits et de marchés, renforcement des capacités nationales en faveur des entreprises et de l'exportation, diversification des exportations et des produits et normes) relevaient du Centre du commerce international (CCI). La note du Secrétariat aurait dû comporter une partie sur la manière dont le CCI traitait les questions de contraintes sur le plan de l'offre. Son rôle dans ce domaine était essentiel et il lui fallait de ce fait davantage de financement pour satisfaire les besoins croissants des PMA. Les questions "difficiles" en matière d'offre, à propos desquelles on parlait parfois de "briques et mortier", couvraient des aspects tels que

les questions d'infrastructure, de douanes, de technologie et de finances, qui étaient importantes lorsqu'il s'agissait d'améliorer les résultats commerciaux des PMA. Ces domaines relevaient essentiellement de la responsabilité d'organisations telles que la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Il importait par conséquent que l'OMC renforce sa coordination avec ces organisations. S'agissant de l'ONUDI et de sa coopération avec l'OMC, notamment dans le cadre du Mémorandum d'accord aux termes duquel l'ONUDI devait aider les pays en développement à tirer profit des possibilités d'accès aux marchés offertes par le programme de Doha, il fallait davantage de financement pour aider un plus grand nombre de PMA que les quelques-uns qui en avaient bénéficié au cours de la première phase de mise en œuvre. Pour ce qui était du traitement des questions qui se posaient sur le plan de l'offre, il y avait une limite à ce que le Secrétariat pouvait faire. Beaucoup dépendait des Membres de l'OMC. Certains Accords de l'OMC pouvaient fournir des sources importantes d'aide pour le traitement de certaines contraintes sur le plan de l'offre; c'était le cas, par exemple, de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC et de l'article IV de l'AGCS. La mise en œuvre de telles dispositions, ainsi que d'autres engagements internationaux tels que ceux du Programme d'action PMA III de l'ONU et de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, était importante. Si l'on consolidait l'accès aux marchés, assouplissait les règles d'origine et traitait la question des mesures SPS, il pourrait être possible pour les pays développés d'investir dans les PMA et de renforcer leurs capacités sur le plan de l'offre. Dans le contexte du Cadre intégré, il fallait améliorer la mise en œuvre et le suivi de l'EDIC pour contribuer au renforcement des capacités en matière d'offre. Les PMA devaient jouer le rôle moteur dans ce suivi et cette mise en œuvre. Cependant, la plupart des gouvernements des PMA ne disposaient pas de ressources suffisantes pour répondre aux défis qui étaient identifiés sur le plan de l'offre dans l'EDIC. Il importait aussi d'impliquer les donateurs dans le processus global du Cadre intégré.

37. Le représentant de Djibouti a dit que pour être en mesure de commercer un pays devait disposer de bonnes infrastructures, notamment portuaires et de télécommunications. La coordination avec les organisations qui avaient la capacité et le mandat de traiter des contraintes sur le plan de l'offre était importante. Tout aussi importante était la nécessité pour ces organisations de disposer du financement nécessaire.

38. Le représentant du Bangladesh a dit que la note du Secrétariat sur les contraintes du côté de l'offre constituait une bonne base pour la poursuite du débat. Les PMA avaient clairement indiqué que l'accès aux marchés n'était pas suffisant en l'absence d'une capacité nationale ou d'une infrastructure appropriées pour produire des marchandises. Le mandat de l'OMC était certes limité, mais il ne lui était pas difficile d'obtenir des résultats et elle ne devait donc pas limiter son action à l'élaboration de règles, à leur mise en œuvre et à l'ouverture de marchés par la négociation. Comme l'indiquait la note du Secrétariat, l'OMC était déterminée à trouver les moyens de traiter les contraintes auxquelles se heurtaient les PMA sur le plan de l'offre. La délégation bangladaise était consciente des limitations du Cadre intégré, lequel ne permettait pas notamment de développer des ports ou de construire des routes et des ponts. Le Cadre intégré était un instrument qui servait à accroître la participation des PMA au commerce mondial et, au cours de l'année précédente, les PMA avaient fourni des exemples de types de projets qui pouvaient être financés dans le cadre du Guichet II du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré. D'autres organisations pouvaient, par le biais du Cadre intégré, aborder la question des contraintes sur le plan de l'offre par des projets modestes n'impliquant pas la construction d'infrastructures. Il existait également la possibilité d'améliorer les EDIC, qui portaient davantage sur le cadre macro-économique des PMA et moins sur les contraintes en matière d'offre. La délégation bangladaise était désireuse de connaître la position de l'ONUDI et du CCI, deux organisations qui s'occupaient directement des contraintes existant sur le plan de l'offre.

39. La représentante du Canada a estimé que la question des contraintes sur le plan de l'offre était vaste et pouvait être traitée dans le cadre d'initiatives d'aide publique au développement. On ne pouvait pas l'aborder seulement dans le contexte du Cadre intégré et par le commerce. Il fallait

s'attaquer à la plupart de ces contraintes dans le cadre de la stratégie de développement de chaque pays. C'était pourquoi il était important de veiller à ce que le commerce soit intégré dans les plans et stratégies de développement.

40. La représentante des États-Unis a dit que la note du Secrétariat constituait une bonne base pour discuter des contraintes qui existaient sur le plan de l'offre et qu'un certain nombre de facteurs affectaient l'intégration des PMA dans l'économie mondiale, notamment les questions de gouvernance. Pour s'attaquer à ces contraintes il importait de collaborer étroitement avec des organisations telles que le CCI et l'ONUDI. Environ 70 pour cent des activités bilatérales des États-Unis en matière de renforcement des capacités liées au commerce portaient sur les contraintes sur le plan de l'offre. L'intervenante a souligné le rôle du Cadre intégré et la nécessité d'intégrer le commerce dans les plans de développement nationaux. L'inclusion dans les DSRP d'un chapitre sur le commerce était essentielle, d'autant plus que le commerce contribuait à générer de la croissance économique.

41. Le représentant des Communautés européennes a dit que la définition des contraintes sur le plan de l'offre était large et qu'à elle seule l'OMC ne pouvait que jouer un rôle limité. La note était utile, car elle était axée sur les domaines dans lesquels l'OMC faisait un apport, notamment par des partenariats avec d'autres organisations telles que l'ONUDI et par des initiatives conjointes telles que le Cadre intégré et le JITAP. Les Communautés européennes fournissaient une aide fondée sur les besoins prioritaires des pays bénéficiaires. Il importait que par l'intermédiaire du Cadre intégré les pays intègrent leurs activités liées au commerce dans leurs programmes de développement plus larges et plus complets. Le renforcement des capacités au niveau régional était important; les Communautés européennes menaient un certain nombre d'activités à titre de suivi de l'Accord de Cotonou. Dans les domaines des mesures sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce, l'un des problèmes récurrents était le manque de capacités et de laboratoires d'essais. Les pays exportateurs ne disposaient pas du soutien technique nécessaire pour mener des essais et délivrer des certificats. La possibilité de renforcer les capacités au niveau régional et d'accroître le commerce Sud-Sud devait être examinée, car les conditions pour accéder aux marchés pouvaient être moins strictes que dans les marchés plus développés.

42. Le représentant de la Tanzanie a souhaité la bienvenue au Népal en tant que Membre à part entière de l'OMC et rappelé que les Ministres du commerce des PMA s'étaient réunis à Dakar (Sénégal) les 4 et 5 mai 2004. Ils avaient adopté la Déclaration de Dakar qui couvrait notamment l'accession des PMA, l'agriculture, l'accès aux marchés, les produits de base, l'assistance technique et le renforcement des capacités. Ils étaient préoccupés par le fait que la part des PMA dans le commerce mondial continuait à être faible malgré l'existence d'un certain nombre de dispositifs d'accès aux marchés. Les PMA se trouvaient confrontés à un certain nombre de problèmes et de besoins, concernant en particulier les obstacles non tarifaires, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce, les règles d'origine et les fluctuations des prix des produits d'exportation. Ils avaient formulé dans le contexte du Cadre intégré et des activités du JITAP un certain nombre de demandes visant à traiter certaines contraintes en matière d'offre. La collaboration avec des organisations telles que la CNUCED et le CCI était importante, mais en dehors de celle-ci les États Membres avaient également un rôle à jouer. Les PMA avaient exprimé leurs préoccupations dans la Déclaration de Dakar; il convenait d'en tenir compte et de les refléter dans le train de propositions de juillet concernant les négociations de l'OMC.

43. Le représentant de l'Inde a également souhaité la bienvenue au Népal en tant que Membre à part entière de l'OMC. Il a dit que les programmes du Cadre intégré et du JITAP avaient des objectifs communs et que le Secrétariat devait indiquer s'il y avait une coordination entre eux.

44. Le représentant du Secrétariat a dit que des recommandations avaient été formulées visant à ce que, dans les pays qui bénéficiaient des deux programmes, il y ait une coordination et notamment qu'un seul point focal soit établi pour les deux.

45. Le représentant de l'ONUDI a indiqué que la signature du Mémorandum d'accord avec l'OMC visait à améliorer la coopération et mettre en œuvre un programme commun de coopération technique. L'objectif de celui-ci était d'accroître les exportations des pays en développement en éliminant leurs contraintes sur le plan de l'offre, en améliorant la conformité aux spécifications techniques et en aidant ces pays à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. L'Arménie, la Bolivie, Cuba, l'Égypte, la Jordanie, le Kenya, le Ghana et deux PMA, le Cambodge et la Mauritanie, avaient participé à la première phase du programme. Au cours du premier semestre de 2004, des séminaires avaient été organisés conjointement avec l'OMC au Cambodge, à Cuba, en Bolivie et en Égypte et d'autres étaient en cours d'organisation. Depuis 35 ans, l'ONUDI aidait les PMA dans leurs efforts d'industrialisation. Un facteur essentiel dans la promotion de cette industrialisation était de les aider à développer leurs propres capacités en matière de normalisation, de métrologie, d'essais et de contrôle de la qualité. Dans pratiquement tous les PMA, les institutions s'occupant de normes, de métrologie et d'essais avaient été établies ou améliorées par l'ONUDI. Ses activités récentes dans le domaine de l'assistance technique liée au commerce étaient mentionnées dans la publication conjointe de l'OMC et de l'OCDE sur ce sujet. L'ONUDI mettait en œuvre deux projets financés par le NORAD au profit du Cambodge et de la République démocratique populaire lao. Dans la région de l'Asie du Sud, un projet similaire financé par le NORAD et mis en œuvre par l'ONUDI apportait une assistance au Népal, au Bhoutan, au Bangladesh et aux Maldives. L'ONUDI était par ailleurs en train d'achever avec l'Union européenne un projet de lancement d'un programme de soutien de la qualité au Bangladesh et d'une initiative au Népal, les deux devant être approuvés en 2004. Les pays en développement, en particulier les PMA, se heurtaient à des contraintes lorsqu'il s'agissait de se conformer aux Accords sur les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires. Au Cambodge, l'ONUDI, grâce à un financement de l'Autriche, fournissait une assistance dans le domaine des obstacles techniques au commerce. Le programme conjoint de création d'un système d'accréditation, de normalisation et de promotion de la qualité lancé en 2001 par l'ONUDI et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) se poursuivait. Son objectif était de faciliter la participation et l'accès des pays de l'UEMOA au commerce régional et international. Les bénéficiaires du projet étaient le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Ce projet était financé par l'Union européenne et devait s'achever à la fin de 2005. Les activités de renforcement des capacités nationales dans tous les domaines techniques couverts par le programme progressaient. Une assistance technique était fournie pour l'accréditation des laboratoires d'analyse, celle-ci devant intervenir à la fin de 2004 ou au début de 2005. Les travaux se poursuivaient en ce qui concernait l'homologation d'une soixantaine d'entreprises à la norme ISO 9000 et un certain nombre d'experts avaient été formés. Des progrès avaient été réalisés dans l'établissement des structures nécessaires pour une coopération régionale effective dans le domaine de la qualité. Les procédures pour l'établissement de trois structures régionales permanentes dans le cadre de la Commission de l'UEMOA avaient été approuvées. Il s'agissait du Secrétariat d'accréditation, du Secrétariat de normalisation, de certification et de promotion de la qualité et du Secrétariat de métrologie de l'UEMOA. En outre, l'ONUDI aidait les huit pays membres à établir un programme commun de normalisation et un cadre juridique commun pour la protection des consommateurs. Comme cela avait été convenu entre l'UEMOA, l'Union européenne et l'ONUDI, un projet d'assistance pour l'amélioration de la qualité des fibres de coton avait été lancé. L'ONUDI avait élaboré un programme pilote de restructuration industrielle et d'amélioration de certains secteurs industriels de ces pays, dont les objectifs étaient de soutenir le processus d'intégration, de renforcer les capacités et la croissance, de développer l'emploi dans l'industrie et de faciliter l'accès aux marchés dans le contexte de la libéralisation du commerce.

46. Grâce à une contribution financière de l'Allemagne, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'ONUDI avaient élaboré un programme à l'intention des sept pays

membres de la Communauté qui n'étaient pas membres de l'UEMOA, à savoir le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria et la Sierra Leone. Dans le cas de cette dernière, l'ONUDI avait participé aux services interinstitutions de consultation sur la politique commerciale dirigés par l'OMC. Les éléments identifiés pour faire l'objet d'une aide de l'ONUDI et inclus dans son programme intégré en faveur de la Sierra Leone étaient le renforcement du Bureau national des normes et du système national d'évaluation de la conformité. Une aide avait également été fournie au secteur des pêches pour surmonter l'interdiction concernant le poisson décidée par l'UE. Un système de traçabilité visant à se conformer aux directives de sécurité alimentaire de l'UE était envisagé. L'ONUDI avait élaboré pour le Yémen un programme de renforcement des capacités liées au commerce mettant l'accent sur le développement des capacités de production. Le gouvernement yéménite avait confirmé qu'il partagerait les coûts de l'établissement d'un programme visant à améliorer la compétitivité des entreprises orientées vers l'exportation. L'ONUDI sollicitait activement d'autres donateurs pour financer ce projet. Faisant suite à l'organisation de plusieurs séminaires conjoints réussis portant sur l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, l'OMC et l'ONUDI devaient organiser les 28 et 29 septembre 2004, en collaboration avec le Ministère du commerce et des industries des Maldives, un séminaire national concernant l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. L'OMC y couvrirait les questions liées à l'Accord, à la manière d'appliquer les dispositions relatives à la transparence et au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, tandis que l'ONUDI traiterait des questions concernant le renforcement des capacités liées au commerce ainsi que des infrastructures nécessaires pour l'application de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. L'ONUDI avait activement participé à l'atelier régional de l'OMC sur le coton, tenu à Cotonou les 23 et 24 mars 2004. Elle avait noté l'importance accordée à la question du coton lors de la troisième réunion des Ministres du commerce des PMA tenue à Dakar les 4 et 5 mai 2004 et était résolue à coopérer dans le cadre de l'Initiative sectorielle sur le coton. À cet égard, l'ONUDI avait entrepris l'élaboration d'une proposition en faveur du coton dans les pays africains qui mettait l'accent sur les capacités commerciales et productives. Le projet aurait pour objectifs d'accroître la contribution du coton à l'économie, l'emploi et les exportations des pays producteurs africains. L'ONUDI tenait des consultations avec l'OMC, la CNUCED et le CCI afin qu'ils collaborent à ce projet. Conjointement avec ces trois organisations, elle avait organisé en Afrique deux séminaires de sensibilisation à la nécessité d'une approche intégrée en matière de renforcement des capacités des PMA liées au commerce. L'ONUDI avait assuré une formation concernant les obstacles techniques au commerce, les incidences des mesures sanitaires et phytosanitaires et la facilitation du commerce. Ces séminaires s'étaient tenus à Addis-Abeba (Éthiopie) en juin 2003 pour sept PMA d'Afrique de l'Est et à Dakar (Sénégal) en octobre 2003 pour onze PMA d'Afrique de l'Ouest. L'ONUDI et l'OMC coopéraient dans le cadre du programme en faveur de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC); par ailleurs le gouvernement bangladais avait organisé conjointement à Dhaka en novembre 2003 un atelier concernant l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Trente participants de haut niveau du Bangladesh, du Bhoutan, des Maldives et du Népal y avaient participé. L'ONUDI estimait qu'un certain nombre de choix stratégiques devaient être faits pour rendre les interventions liées au commerce utiles. Il fallait traiter de manière synergique le renforcement des capacités et le développement des exportations.

47. Le représentant de la Banque mondiale a dit qu'il reconnaissait combien les contraintes sur le plan de l'offre pouvaient entraver la capacité des PMA à tirer profit du commerce international. La plus grosse partie du travail opérationnel de la Banque mondiale visait à surmonter ces contraintes. S'agissant des activités liées au commerce, la Banque mondiale attachait une grande importance au Cadre intégré. Les activités identifiées dans les EDIC qui visaient à s'attaquer aux contraintes sur le plan de l'offre pouvaient être intégrées dans les stratégies d'assistance de la Banque aux différents pays. Celle-ci soutenait la mise en œuvre du Mécanisme pour l'élaboration de normes et le développement du commerce qui visait deux objectifs: premièrement, coordonner la fourniture de l'assistance technique et, deuxièmement, octroyer des dons pour l'exécution de projets pilotes visant à renforcer les capacités des pays en développement, dont les PMA. La Banque mondiale développait

ses activités dans les domaines de la facilitation du commerce et de la logistique du commerce. Les projets en cours portaient sur les réformes douanières et portuaires, le développement des exportations, les initiatives de transport multimodal, le financement du commerce, les normes de produits, etc. La Banque mondiale avait accru le nombre de ses fonctionnaires travaillant dans le domaine de la facilitation du commerce et de la logistique en raison de l'augmentation des demandes d'assistance.

48. Le représentant du CCI a dit qu'un certain nombre d'activités de renforcement des capacités en matière d'offre avaient été entreprises dans le contexte du Cadre intégré. Celles-ci comprenaient des projets agroalimentaires en faveur de la Gambie, un projet dans le secteur du cuir pour le Bangladesh et un projet en matière de stratégie d'exportation de certains produits pour l'Ouganda, la Tanzanie et Haïti. Au Cambodge, le CCI participait à des activités portant sur l'amélioration de la soie. Dans le cadre du Guichet II du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré, le CCI allait entreprendre la mise en œuvre d'un projet en faveur du Lesotho pour l'exportation de pêches et de champignons. Le CCI considérait le Cadre intégré comme un outil efficace pour aider les PMA à développer leurs produits destinés à l'exportation. Après identification, grâce aux EDIC et matrices d'action, des contraintes en matière d'offre qui devaient faire l'objet d'un traitement prioritaire, il fallait qu'il y ait coordination entre les donateurs, transparence et mise en œuvre, sous la direction des PMA concernés.

49. Le Président a dit que, bien que son mandat soit limité, un certain nombre de PMA avaient demandé à l'OMC de coordonner les efforts visant à s'attaquer aux contraintes sur le plan de l'offre. Un certain nombre de délégations avaient souligné que la cohérence et la coordination de toutes les activités et politiques sur le terrain étaient importantes. Il proposait que la note sur les contraintes du côté de l'offre reste inscrite à l'ordre du jour de la session suivante du Sous-Comité afin de permettre à d'autres Membres, en particulier aux PMA qui n'étaient pas présents, de s'exprimer. Il a conclu la discussion en disant que le traitement des contraintes sur le plan de l'offre demeurerait un défi majeur pour tous les Membres. Il a proposé que le Sous-Comité prenne note du document du Secrétariat et des déclarations.

50. Il en a été ainsi convenu.

C. AUTRES QUESTIONS

51. Le Président a proposé que la trente-huitième session du Sous-Comité se tienne à la fin du mois d'octobre 2004.

52. La réunion a été déclarée close.
